

L'état de la France 1997-1998  
La Découverte

**Travail et emploi en France depuis cinquante ans**  
(version initiale non écourtée)

Michel Freyssenet  
Directeur de recherche CNRS (CSU-IRESO)  
Co-directeur du GERPISA

La France vit en cette fin de siècle sur le souvenir des années cinquante et soixante au cours desquels une forte croissance économique a été accompagnée du plein emploi, de l'extension et de la généralisation de la protection sociale, d'une augmentation des salaires et du pouvoir d'achat des ménages, d'une élévation du niveau scolaire, enfin d'une ascension sociale pour de nombreux Français ou à défaut pour leurs enfants. Depuis le début des années quatre-vingts, le débat public porte sur les possibilités de retrouver une telle conjonction économique et sociale dans le cadre d'une économie devenue ouverte. Peut-on reconstituer un "bouclage" économique, au niveau national ou au niveau européen, dans l'espoir de retrouver le plein emploi, ou bien faut-il prendre acte de la situation créée, et ne plus accorder au travail la place qu'il a prise dans nos sociétés?

Les conditions et les contreparties de la spirale "vertueuse" des années cinquante et soixante

Comme dans tous les pays ravagés par la guerre, la croissance française a d'abord été tirée par l'investissement en équipements industriels et collectifs. La consommation des ménages a pris ensuite le relais, grâce à un "compromis social" instauré dans la première moitié des années cinquante. Après s'y être opposés, les salariés de l'industrie ont accepté les nouvelles formes de travail (salaire au rendement, taylorisation des tâches et mécanisation des lignes de production) en échange d'une croissance continue du pouvoir d'achat, l'extension des prestations et droits sociaux et l'allongement des congés annuels. Les gains de productivité obtenus ont permis une redistribution de la valeur ajoutée nationale qui soit plus en faveur des ménages, offrant dès lors des débouchés croissants aux industries de consommation et d'équipement de masse. L'accroissement rapide de la production a, ce faisant, résolu le problème social qui avait été un des motifs des conflits de l'après-guerre. Les ouvriers professionnels de fabrication qui avaient refusé en vain la taylorisation de leur travail sont devenus rapidement des ouvriers qualifiés de maintenance, alors qu'une nouvelle main-d'oeuvre, issue des campagnes, venait occuper les nouveaux postes de travail ne requérant pas de qualification. La spirale vertueuse de la croissance économique et du développement social était ainsi enclenchée.

Elle n'a toutefois été possible que dans le contexte politique de la Pax Americana dont dépend alors la France. Les Etats-Unis, voulant éviter que ne se renouvellent en Europe de l'Ouest les enchaînements économiques et politiques ayant conduit à la deuxième guerre mondiale, ne se sont pas opposés à des politiques économiques autocrates, à l'abri de la concurrence internationale et dans le cadre d'un régime monétaire international de parités fixes. Il a fallu aussi que s'opère sans heurt un considérable transfert de main-d'oeuvre de l'agriculture vers l'industrie. Il a été possible grâce à l'élévation des rendements agricoles à l'hectare et à la mécanisation rapide des exploitations, les industries de matériel agricole sachant offrir des engins adaptés aux petites et moyennes exploitations dominantes en France. La géographie industrielle nationale en a été modifiée. De nombreuses entreprises trouvent dans l'Ouest et le Sud-Est, encouragées en cela par les politiques d'aménagement du territoire de l'Etat, l'espace et la main-d'oeuvre sans qualification et parfois sans tradition syndicale, dont elles ont besoin, pour implanter et faire fonctionner leurs nouvelles usines, conçues entièrement mécanisées et intégrées, et instaurer un nouveau système de salaire et d'emploi fondé cette fois-ci sur la "cotation" des postes de travail, selon les contraintes physiques qu'ils imposent.

Toutes les catégories sociales et toutes les régions, à quelques exceptions près, ont été en quelque sorte gagnantes dans le processus de croissance des années cinquante et soixante, tant que le compromis social initial continuait d'être accepté par les salariés non qualifiés, et que le protectionnisme européen était toléré par les Etats-Unis. Plusieurs facteurs sont venus les remettre en cause, à la fin des années soixante, et au début des années soixante-dix.

#### Sous la réussite, la préparation de la crise. Peut-on changer le travail et la vie?

La réussite même de ce mode de croissance, qualifié de "fordiste" par les économistes français de la régulation, a conduit à des tensions du marché du travail et à l'accroissement des charges d'investissement des entreprises, réduisant tendanciellement leur profitabilité. De 1955 à 1970, le volume de l'emploi passe de 19 à 21 millions. Le transfert vers l'industrie de main-d'oeuvre d'origine rurale, la multiplication par trois des entrées annuelles des travailleurs étrangers entre 1960 et 1965, l'encouragement à l'emploi féminin n'ont pas compensé l'insuffisance du nombre de jeunes entrant dans la vie active, car nés avant et pendant la guerre et bien souvent poursuivant des études pour accéder à des catégories socio-professionnelles supérieures à celles de leurs parents. Malgré une durée hebdomadaire de travail des ouvriers de 46 heures en moyenne annuelle, les employeurs manquent de main-d'oeuvre et se concurrencent en offrant de meilleurs salaires. Les salariés n'hésitent pas à changer d'entreprise dès qu'ils trouvent mieux ailleurs ou que quelque chose ne leur convient plus. Le chômage est inférieur à 2% et il est alors qualifié de "frictionnel". Dans le même temps, le marché change. La demande des ménages se diversifie, au rythme de la diversification des catégories de salariés et de leurs revenus. Les industries, organisées pour produire en masse un petit nombre de biens standardisés, doivent maintenant offrir une plus grande variété. Leurs services d'études, commerciaux, et administratifs gonflent et se cloisonnent. La croissance économique et l'extension des droits sociaux entraînent un développement des

services et des administrations publics, dont la charge sur les entreprises et les ménages commence à s'accroître.

C'est dans ce contexte de baisse relative de rentabilité que le compromis social fondateur est remis en cause par les salariés non qualifiés à partir de 1968. Si durant les années cinquante et soixante, les ruraux, puis les jeunes et les femmes ont accepté d'être des OS en raison de l'emploi et du salaire que l'industrie leur offrait, ils ont ensuite commencé à refuser la perspective de demeurer OS à vie, c'est-à-dire à l'époque avec un salaire variable selon le poste occupé et des opérations identiques à répéter selon des cycles de temps très courts, bref de "perdre leur vie à la gagner" comme certains d'entre eux disaient. Les entreprises, loin de prendre la mesure du refus qui couve, répliquent aux comportements de mécontentement individuel ou collectif par des mesures autoritaires, qui déclenchent parfois des conflits prémonitoires. La révolte des étudiants en mai 1968, contre des enseignements désuets et de mauvaises conditions d'études, trouvera rapidement un écho parmi la population des OS. La France paralysée comptera près de 10 millions de grévistes. L'incendie social est éteint non sans mal, notamment par d'importantes augmentations de salaires et la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, lors des Accords de Grenelle.

La brutale augmentation de la consommation qui suit mai 1968 se combine avec l'augmentation des exportations, consécutive à la suppression totale des tarifs douaniers entre les pays du marché Commun, dix ans après la signature du traité de Rome. Prises au dépourvu, nombre d'entreprises doivent instaurer les 3x8 et vont immédiatement recruter à l'étranger les salariés dont elles ne disposent pas en France. Les entrées annuelles dépassent les 200.000 en 1969 et 1970. Les conflits sociaux se poursuivent. Les accords de Grenelle n'ont pas en effet résolu le problème de la nature du travail à la source du mécontentement. Ces conflits aboutissent à la disparition progressive dans l'industrie du système de salaire selon la cotation des postes, à la mensualisation des travailleurs payés à l'heure, à l'apparition de la catégorie de "professionnel de fabrication", amorce d'une carrière pour les ouvriers non-qualifiés, à la loi sur la formation continue, à la réduction programmée de la durée hebdomadaire du travail, etc.

Quelques dirigeants, peu nombreux, comprennent qu'un pays dans lequel le niveau scolaire s'élève rapidement, au moment même où le baby-boom de l'après-guerre et la "libération" des femmes commencent à faire sentir leurs effets sur le marché du travail, ne peut continuer à offrir des emplois peu qualifiés et qu'il convient de trouver des formes d'organisation du travail requérant au moins de l'initiative et de l'autonomie. Des tentatives sont faites ici ou là, notamment sous forme de groupes semi-autonomes ayant la charge de la fabrication ou du montage d'un produit complet. Bien que certaines de ces formules d' "enrichissement du travail" se révèlent être également plus productives et flexibles que le travail à la chaîne, elles rencontrent une forte opposition de nombreux dirigeants, le scepticisme des syndicats, et l'attentisme de salariés. Jugées comme étant un retour à l'artisanat, il leur sera préféré l'automatisation censée supprimer les tâches répétitives et la réduction du temps de travail devant permettre aux salariés de mener hors travail des activités épanouissantes. Certains courants de la gauche politique, syndicale ou

écologiste dénonce le “productivisme” de la société ou plus classiquement le capitalisme et appellent à “changer la vie”, mais ils renvoient tous les transformations du travail à un après, qui pour les uns semble être la conversion individuelle en masse à une consommation frugale, et pour les autres un changement politique radical, que ce soit par les urnes ou non.

Depuis la fin des années cinquante, les Etats-Unis observaient le relèvement rapide de l'Europe, le décollage du Japon et la capacité concurrentielle des produits manufacturés de ces pays. Ne voulant plus demeurer pratiquement la seule économie ouverte, ils obtiennent au cours des années soixante un premier calendrier de réduction des tarifs douaniers, et des règles pour les investissements étrangers, à travers l'OCDE et les accords du GATT. Malgré ces mesures, ils ne parviendront pas à contenir les importations européennes et japonaises dans certains secteurs. Ils attribuent alors ce relatif échec aux parités fixes entre monnaies établies après la guerre, qui sont devenues désavantageuses pour eux, en raison de l'inflation que les autres pays ont généralement connue. Nixon décide en 1971 la non-convertibilité en or et le “flottement” du dollar. Les pays producteurs de matières premières voient leurs revenus s'effondrer. Les pays pétroliers, qui sont les mieux organisés décrètent en 1973, à l'occasion d'événements politiques au Moyen-Orient, le quintuplement du prix du baril de pétrole.

### Crise, mais quelle crise?

Le choc pétrolier vient casser la croissance. Le chômage monte à 4,1% de la population active en 1975, soit 900.000 personnes. Beaucoup croit à un accident. Le gouvernement Chirac améliore l'indemnisation du chômage. La secousse est toutefois suffisamment importante pour mettre en quasi-faillite d'importantes sociétés trop endettées, comme Citroën et Berliet. Les salariés sont finalement plus lucides ou prudents. Le taux de départs volontaires des entreprises et de renvois pour faute professionnelle chute brutalement. L'absentéisme commence à régresser. Les conflits sociaux deviennent moins fréquents. Non seulement le recrutement de travailleurs à l'étranger est arrêté, mais l'immigration spontanée se ralentit. Les immigrés, qui souvent retournaient dans leur pays d'origine après un certain nombre d'années, n'ont plus les moyens de le faire et s'installent en France. L'immigration devient une immigration par regroupement familial.

Certaines entreprises se diversifient vers des activités susceptibles de forte croissance, parce que correspondant à de nouveaux besoins. D'autres espèrent que les pays producteurs de matières premières, dont les revenus ont brusquement augmenté, prendront le relais de la croissance ralentie des pays industrialisés. La crise est alors perçue comme un déplacement des sources et des pôles de croissance, non comme une crise structurelle du système économique mondial. Tel ne sera pas le cas. Les nouveaux besoins ont du mal à s'affirmer avec la moindre progression du pouvoir d'achat des ménages. Les investissements à faire sont très importants. Non seulement les marchés des pays producteurs de matières premières se révèlent trop incertains, mais de plus un grand nombre de pays en voie d'industrialisation abandonne le projet de se doter d'une industrie complète, sous protection douanière. Ils réduisent leurs taxes à l'importation et imposent aux firmes étrangères installées

chez eux de compenser l'importation de pièces et de machines par des exportations de produits finis. Ils deviennent à partir de ce moment-là potentiellement des concurrents.

À partir de 1978, un constat s'impose: la croissance est durablement ralentie et la concurrence s'exacerbe. La crise est structurelle. Gouvernement et entreprises, continuant à croire que les profits ne peuvent venir que des économies d'échelle, en déduisent que la croissance ne peut être retrouvée qu'en prenant des parts de marché aux autres. La compétitivité internationale devient la seule voie de salut. Il faut pour cela accroître la productivité et arrêter la progression des coûts salariaux.

Les entreprises françaises croient alors que l'automatisation programmable va permettre d'élever d'un coup leur productivité, d'améliorer la qualité de leurs produits, de flexibiliser leurs appareils de production, tout en résolvant la crise du travail par la suppression le travail pénible et parcellisé et en créant des emplois qualifiés de conducteurs d'installations automatisées. D'importants investissements d'automatisation sont engagés. Mais devenir compétitif internationalement est plus difficile pour certains secteurs que pour d'autres mieux protégés ou moins concurrencés. Raymond Barre déclarera que la France n'a aucun besoin de tout produire et doit concentrer ses efforts en se spécialisant. Il le dira notamment à propos de la sidérurgie, dont l'existence était considérée jusqu'alors comme la condition même d'un développement industriel indépendant. La Lorraine et le Nord s'enflamment. Le conflit sera résolu notamment par des mises en pré-retraite, supportée par la collectivité, une formule qui sera beaucoup reprise ensuite.

Le même premier ministre décide la désindexation des salaires sur le coût de la vie, un des fondements du compromis "fordiste". De nombreuses voies patronales et parlementaires réclament en outre une plus grande flexibilité de l'emploi. Le volume de l'emploi plafonne à 21,5 millions, alors que la population active disponible augmente maintenant rapidement: non seulement les enfants du baby-boom sont là, mais les femmes de 25 à 39 ans entrent massivement sur le marché du travail. Le chômage atteint 6,4% des actifs en 1980, soit 1,5 million de personnes. Un jeune sur 7 est au chômage.

Les salariés sont sur la défensive. La conflictualité décline. Les syndicats ne proposent pas de perspectives crédibles. La CGT est amenée à des actions violentes, pour contrebalancer l'insuffisante mobilisation des salariés. Mais l'austérité et la flexibilisation resteront en fait plus proclamées que réelles. Les salariés obtiennent en reclassement, ce qu'ils n'obtiennent plus en augmentations de salaire. L'emploi précaire se développe peu, et reste bien inférieur à ce qu'il était dans les années cinquante. En fait le gouvernement craint la CGT et la CFDT et surtout la sanction des urnes. Les salariés l'ont compris et portent la gauche au pouvoir dans l'espoir pour certains de changer le cours de l'histoire, et pour le plus grand nombre de passer la crise dans les moins mauvaises conditions. Les nationalisations sauvent des pans entiers de l'industrie française et permettront aux entreprises concernées de devenir compétitives, mais la relance par la consommation est un échec. Elle se fait dans un contexte de nouvelle contraction de la demande mondiale et d'intensification de la concurrence internationale provoquée par le deuxième choc pétrolier au profit

notamment du Japon. Les variations du dollar ont conduit en effet à nouveau les pays producteurs à augmenter le prix du baril, qui triple entre 1979 et 1981. Le pouvoir d'achat supplémentaire distribué aux ménages se porte notamment sur les produits étrangers, dont l'importation n'est pas compensée par un accroissement des exportations. Les frontières sont en effet déjà trop ouvertes et la spécialisation des pays déjà trop avancée. La balance commerciale se dégrade brutalement.

### À la recherche d'un nouveau modèle industriel et social

Le gouvernement de gauche doit précipitamment changer de politique économique. Acceptant la "contrainte extérieure" telle qu'elle s'est imposée à lui, il n'a plus d'autres politiques à court terme que d'essayer d'atténuer les effets sociaux de la restructuration des firmes, et à long terme d'oeuvrer à la construction européenne, dans l'espoir de reconstituer un jour à ce niveau géographique les enchaînements vertueux perdus. Il fait sien le théorème de l'ex-chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt, selon lequel les réductions des effectifs d'aujourd'hui sont les profits et les investissements de demain et l'emploi d'après-demain. Le chômage monte à 2,6 millions en 1984. Non seulement la désindexation des salaires individuels sur le coût de la vie devient générale, mais le gouvernement invite aussi à contrôler les effets du "glissement vieillissement technicité" des salariés sur les masses salariales. Les possibilités d'emplois précaires sont facilitées.

De grandes entreprises, fortement endettées en raison des investissements en capacité et en automatisation qu'elles ont faits et de l'envolée des taux d'intérêt, doivent brutalement, afin d'éviter la faillite, abaisser leur "point mort", c'est-à-dire réduire le volume de production à partir duquel elles sont profitables, bref faire des économies sur tout. Elles se recentrent sur leur activités principales après avoir cherché à se diversifier. Elles externalisent les productions qui ne sont pas indispensables à la maîtrise technique et commerciale de leurs produits. Elles obtiennent de leurs fournisseurs des réductions immédiates de prix. Elles procèdent surtout à des réductions d'effectif et parfois à des licenciements. Le moyen le plus fréquemment utilisé consiste à bloquer l'embauche et à faire partir en pré-retraite les travailleurs les plus âgés. Malgré l'opposition de la CGT et quelques conflits, les entreprises parviennent ainsi à réduire rapidement leurs effectifs, les "mesures d'âge" paraissant aux salariés la moins mauvaise des solutions. Ce faisant, la France s'installe toutefois dans une contradiction durable: le chômage des jeunes.

L'automatisation programmable, dans laquelle les entreprises se sont lancées, n'a pas donné les résultats escomptés en terme de productivité, de qualité et de flexibilité. En revanche, elle a été parfois l'occasion de mettre en place des organisations du travail innovantes, notamment des équipes de travail mixte fabrication-entretien, afin de faire face aux dysfonctionnements. Mais en règle générale, elle n'a pas créé des emplois autant et aussi qualifiés que prévu et elle n'a pas supprimé, y compris dans les ateliers automatisés tous les emplois sous contrainte de temps. Les ouvriers diplômés recrutés sont surqualifiés par rapport à ce qu'ils ont réellement à faire. Les entreprises, qui de plus n'ont plus les moyens de financer de lourdes opérations d'automatisation, savent alors qu'elles doivent mobiliser leurs salariés dans tous les secteurs, y compris les secteurs manuels, pour

réduire leurs coûts, élever la qualité et diminuer les délais de livraison. Le travail en groupe, refusé jusque-là, apparaît maintenant à tous comme une formule efficace pour réduire les effectifs et “enrichir” le travail. Il permet de raccourcir la ligne hiérarchique, de supprimer les remplaçants en cas d’absence, de faire prendre en charge par les ouvriers de fabrication certaines tâches simples, ou devenues simples, d’entretien et de contrôle et ainsi de limiter le personnel dans ces domaines. Les salariés, qui ont échappé aux compressions d’effectifs, jouent dans l’ensemble le jeu, d’autant que leur acceptation s’accompagne parfois de reclassement et de nouvelles perspectives de carrière. Un “nouveau compromis social” était alors envisageable: la participation des salariés à la réduction des coûts et à l’amélioration de la qualité contre une garantie de carrière et d’emploi.

Les réorganisations engagées semblent même porter leurs fruits rapidement. La “bulle spéculative” qui se forme dans la deuxième moitié des années 80 dans les principaux pays industrialisés gonfle la demande, notamment la demande de haut de gamme. Les profits se rétablissent rapidement, les entreprises se désendettent, le chômage régresse même à 2,2 millions entre 1987 et 1990. Mais, les entreprises incertaines de l’avenir et ayant obtenu de nombreux assouplissements de la législation du travail, n’ont pas réembauché des salariés permanents pour faire face à la demande, mais des intérimaires, des salariés à contrat à durée déterminée et des stagiaires divers. Mieux encore, elles continuent durant cette période à réduire le nombre de salariés à contrat à durée indéterminée. Elles limitent strictement leurs investissements et préfèrent placer leurs capitaux sur les marchés financiers plus rémunérateurs, en attendant un avenir plus assuré. Les profits ne se transforment pas automatiquement en investissement, si les entreprises ne sont pas certaines de leurs débouchés. Le théorème d’Helmut Schmidt est pris en défaut, alors que les salariés s’impatiente et réclament le prix de leurs efforts.

#### La spirale dépressionnaire, et l’échec de la construction d’un nouveau “compromis social”

Mais, l’embellie est de courte durée. La “bulle spéculative” éclate en 1991, en France et ailleurs, lorsque de nombreuses créances se révèlent non recouvrables. Les entreprises se dégagent alors de leurs salariés à statut précaire et présentent de nouveaux plans sociaux. Elles ajustent ainsi rapidement leur “point mort” à la baisse des ventes pour demeurer profitables. Leur situation est financièrement “saine”, mais le climat social se dégrade. Les salariés ne comprennent pas qu’ils soient à nouveau l’objet de compression d’effectifs, après avoir fait les efforts nécessaires pour rétablir les résultats de leurs entreprises. Le “compromis social” qui aurait pu se constituer est dès lors caduc. Une spirale dépressionnaire s’enclenche. Les comptes publics et sociaux se dégradent très rapidement, en raison de l’insuffisance des rentrées fiscales et sociales. Le gouvernement français, comme nombre de gouvernements européens, adopte alors une politique budgétaire restrictive, tout en accroissant encore la pression fiscale et les cotisations sociales. La contraction de la demande des ménages qui en résulte fait repartir de plus belle le chômage, qui atteint 3,2 millions en 1994.

La contradiction entre les “mesures d’âge” prises depuis vingt ans pour permettre aux firmes de se restructurer et le chômage des jeunes devient éclatante. Alors que les formules de stages et de formations ont été multipliés pour qu’ils ne restent pas sans activité et ressource, les jeunes de moins de 25 ans sont néanmoins les plus touchés par le chômage: 24,7% d’entre eux le sont en 1994. Or ils sont beaucoup plus diplômés que leurs aînés. L’emploi se faisant rare, ils ont prolongé et diversifié leur scolarité pour maximiser leurs chances sur le marché du travail. Ce faisant, la croissance n’étant pas au rendez-vous, la probabilité pour eux de trouver un emploi a baissé, de même que le niveau de l’emploi de ceux qui en ont trouvé un. Pour la première fois depuis la dernière guerre, les enfants ne sont pas assurés de trouver un emploi d’un niveau au moins égal à celui de leurs parents, malgré une formation nettement supérieure. Il n’est plus de famille élargie qui ne connaisse en son sein un cas de chômage. La polarisation sociale entre une frange de la population qui échappe à la crise ou qui en tire partie et une autre qui la subit devient manifeste dans la distribution des revenus et les comportements de consommation, mettant en défaut la gamme des produits offerts par les entreprises, qui doivent réviser leur prix à la baisse et concevoir des produits mieux adaptés à la nouvelle donne sociale. La menace de déclassement social perçue par les classes moyennes les font immédiatement réagir à toute tentative d’officialiser la dépréciation des diplômes que ce soit sous forme de CIP ou de “stages diplômants”. Toucher à l’Ecole est vu comme une entreprise de démolition du dernier rempart contre la “fracture sociale”. La reconnaissance de cette fracture par le candidat Chirac à la Présidence de la République et l’affirmation qu’il n’y a pas de contradiction entre augmentation des salaires, préservation de la protection sociale et compétitivité nationale lui ont certainement valu son élection. Mais le report de la mise en application de ces belles paroles après le retour aux équilibres budgétaires ont enlevé leurs dernières illusions à ceux qui avaient voulu les croire. Dès lors, les Français s’installent dans le refus obstiné de toute réforme portant atteinte à la protection sociale, aux retraites et aux services publics, traçant ainsi la ligne jaune à ne pas dépasser. Ce blocage, loin d’être conservateur, est une obligation faite aux dirigeants politiques et syndicaux de trouver enfin une voie originale.

Certains en sont conduits à penser que la quantité de travail répartissable non seulement n’est plus extensible, mais ne fera que se réduire, et qu’il convient de procéder à son partage pour résorber le chômage. La restriction ou la stabilisation des revenus individuels qui en découlerait pour ceux qui ont actuellement un emploi, serait, dans cette optique, largement compensée par des activités répondant à des besoins non couverts et non soumis aux lois du marché, auxquelles tout un chacun pourrait se livrer durant le temps libre ainsi dégagé. C’est vraisemblablement ignorer que le capitalisme a besoin pour se perpétuer, non seulement de révolutionner les conditions de production des biens qu’il produit déjà, mais aussi d’investir de nouvelles activités, antérieurement hors de son champ, comme cela a été le cas dans un passé récent pour les loisirs par exemple, surclassant les formules associatives ou collectives initiales. Si cette solution était effectivement peu réaliste, il ne resterait plus qu’à faire face aux rapports de force internationaux.

L’Europe se présente depuis quelques années comme une machine tirant tout le monde vers le bas en matière d’emploi, de salaire et de protection sociale, en raison

de la persistance de politiques économiques antagonistes entre ses membres et de leurs divergences sur les finalités de la construction européenne. Elle doit prendre le risque de choix politiques difficiles, aussi bien en son sein que vis-à-vis des Etats-Unis, si elle veut recréer à l'échelle continentale un bouclage vertueux "productivité-pouvoir d'achat-consommation". L'autre voie est de jouer le Monde, plutôt que l'Europe. Mais la nouvelle poussée d'internationalisation des firmes à laquelle on assiste au cours des années quatre-vingt-dix est plus utilisée pour aligner la norme de travail sur la norme anglo-saxonne actuelle de précarisation, que pour constituer et stabiliser un salariat national qualifié. Il faudrait une croissance très importante et durable des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, et un positionnement technique, industriel et commercial des firmes françaises qui les mettent à l'abri d'une concurrence directe, pour que la solution "national-mondial" soit viable. Le dernier scénario envisagé par certains est la disparition des Etats-Nations, devenus incapables de maîtriser les évolutions économiques, au profit d'un réseau mondial de mégalopoles. Outre qu'il est difficile d'imaginer quel processus de croissance généralisé un tel réseau pourrait engendrer, on voit en revanche malheureusement très bien quelles convulsions politiques son avènement provoquerait.

### Bibliographie

- R. Boyer (ed), *La flexibilité en Europe*, La Découverte, Paris, 1986  
 R. Boyer, Le capitalisme étatique à la française à la croisée des chemins, in C. Crouch, W. Streeck (eds) *Les capitalismes en Europe*, La Découverte, Paris, 1996.  
 R. Castel, *Métamorphose de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995.  
 M. Freyssenet (ed), *Les énigmes du travail*, n° hors-série de Sociologie du Travail, Dunod, Paris, 1994  
 M. Freyssenet, Historicité et centralité du travail, in J. Bidet, J. Texier (eds) *La crise du travail*. PUF, Paris, 1995.  
 J. Freyssenet, *Le chômage*, La Découverte, "Repères", Paris, 1991  
 P.N. Giraud, *L'inégalité du monde*, Gallimard, Folio, Paris, 1996.  
 A. Gorz, *Métamorphoses du travail: quête de sens*, Galilée, Paris 1989.  
 J. Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte, Paris, 1996.  
 M. Maruani, E. Reynaud, *Sociologie de l'emploi*, La Découverte, "Repères", Paris, 1993.